PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE :

- Le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil général en exercice, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil général en date du 23 novembre 2012,

Ci-après désigné « le Département »,

D'UNE PART,

ET :

- La Régie Autonome des Transports Parisiens, Etablissement public à caractère industriel et commercial, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n°775 663 438 B, dont le siège est à Paris (12^{ème}), 54 quai de la Rapée, représentée par dûment autorisé à cet effet,

Ci-après désignée « la R.A.T.P. »,

- La Société Nationale des Chemins de Fer Français, Etablissement public à caractère industriel et commercial, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 552 049 447 B, dont le siège est à Paris (14^{ème}), 34 rue du Commandant René Mouchotte, représentée par dûment autorisé à cet effet,

Ci-après désignée « la S.N.C.F. »

Ci-après désignés ensemble « les parties »

D'AUTRE PART.

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

Par délibération du 28 janvier 2005, le Conseil général de Seine-et-Marne a adopté l'extension de la gratuité des transports en Ile-de-France, sur les réseaux de la Régie Autonome des Transports Parisiens (R.A.T.P.) et de la Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.), aux anciens combattants et veuves de guerre de plus de 65 ans, résidant en Seine-et-Marne depuis plus de trois mois.

Ainsi, une convention relative aux modalités de création et de délivrance des cartes « Améthyste gratuité » a été signée le 15 avril 2005, entre la S.N.C.F., la R.A.T.P. et le Département de Seine-et-Marne.

Elle prévoyait les conditions de la vente du titre de transport par la R.A.T.P. et la S.N.C.F. au Département et les critères de sa délivrance, par ce dernier, aux bénéficiaires.

Son article 8 stipulait que la R.A.T.P. gérait pour son compte et celui de la S.N.C.F. l'ensemble des titres, les modalités de répartition et de reversement des sommes perçues par la R.A.T.P. faisant l'objet un accord bilatéral.

Un avenant, signé le 16 avril 2010, a prolongé les effets de cette convention jusqu'au 31 décembre 2011.

Soucieux de maintenir cette mesure qui bénéficie à plus de 3000 Seine-et-Marnais, le Conseil général a approuvé la reconduction du dispositif « Améthyste gratuité », ainsi que le projet de convention tripartite correspondant, lors de sa séance du 29 juin 2012.

La nouvelle convention est entrée en vigueur le 16 juillet 2012.

Elle ne peut donc valablement couvrir la période qui s'étend du 1^{er} janvier au 15 juillet 2012, en l'absence de lien contractuel entre les parties durant cette période.

Le mandatement des factures des cartes de transport n'a pu dès lors être régulièrement effectué.

Aussi, le Département, la R.A.T.P. et la S.N.C.F. se sont rapprochés en vue de convenir d'un accord permettant de garantir leurs intérêts respectifs, tout en écartant le recours à une procédure contentieuse.

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent protocole a pour objet de prévenir tout litige à naître de la situation exposée en préambule, entre le Département, la R.A.T.P. et la S.N.C.F., quant au paiement des factures n° CML0312030397, n° CML0312050392, n° CML0312060179, n° CML0312070046 et n° CML0312070353, correspondant au dispositif « Améthyste gratuité », pour la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 15 juillet 2012, équivalant à un montant de 306 714,11 € TTC (trois cent six mille sept cent quatorze euros et onze centimes toutes taxes comprises).

ARTICLE 2 : TRANSACTION – FORCE OBLIGATOIRE

Le présent protocole emporte transaction définitive au sens des articles 2044 et suivants du code civil.

En conséquence, les parties déclarent que le présent protocole exprime l'intégralité de leur accord quant aux conséquences pécuniaires et juridiques nées de la situation exposée en préambule et emporte renonciation à tout recours des parties dans les conditions décrites à l'article 5 ci-dessous.

ARTICLE 3 : ACCORD DES PARTIES

Les parties déclarent vouloir formaliser leur accord afin de tirer les conséquences de l'impossibilité juridique de payer les factures correspondant à la délivrance de cartes « Améthyste gratuité » du 1^{er} janvier au 15 juillet 2012.

Dès lors, le Département s'engage à verser une indemnité d'un montant de 306 714,11 € TTC (trois cent six mille sept cent quatorze euros et onze centimes toutes taxes comprises) à la R.A.T.P. Ce versement interviendra par mandat administratif, dans un délai de 40 jours à compter de la date d'effet du présent protocole, en un seul versement.

La R.A.T.P. s'engage à convenir avec la S.N.C.F. des modalités de reversement de la part qui revient à cette dernière et à lui allouer cette somme.

En contrepartie, la R.A.T.P. et la S.N.C.F. s'engagent à renoncer à tout recours contre le Département, tant amiable que contentieux, quant à l'objet et au contenu du présent protocole. La R.A.T.P. et la S.N.C.F. s'engagent également à renoncer à la mise en œuvre des dispositions relatives à la perception d'intérêts moratoires pour tout retard du Département dans le mandatement des factures litigieuses.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET

Le présent protocole prend effet après signature par les parties.

ARTICLE 5 : RENONCIATION RECIPROQUE A RECOURS

Les parties reconnaissent expressément que le présent protocole a pour effet d'éteindre à l'avance tout litige qui pourrait s'élever entre elles relativement à l'objet et au montant de cette transaction.

En conséquence, elles renoncent réciproquement à tout recours qui pourrait porter sur un tel objet ou montant.

Sous réserve de la parfaite exécution des présentes, les parties se déclarent également remplies de leurs droits et n'avoir plus rien à se réclamer concernant tout acte ou tout fait se rapportant à la convention tripartite du 15 avril 2005 et son avenant visés en préambule des présentes.

Fait en trois exemplaires originaux à Melun, le

Pour le Département
de Seine-et-Marne,

Signature précédée de la mention
« Bon pour renonciation à tout
recours »

Pour la R.A.T.P.

Signature précédée de la mention
« Bon pour renonciation à tout
recours »

Le Président du Conseil général

Pour la S.N.C.F.

Signature précédée de la mention
« Bon pour renonciation à tout
recours »